

**Conseil économique et social**

Distr. générale
31 mars 2008
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales**Reprise de la session de 2008**

29 mai-6 juin 2008

**Rapports quadriennaux pour la période 2003-2006
des organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social présentés par l'intermédiaire du Secrétaire
général en application de la résolution 1996/31
du Conseil économique et social***

Note du Secrétaire général**Table des matières**

	<i>Page</i>
1. Association cartographique internationale	2
2. Chambre internationale de la marine marchande	4
3. Fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des territoires . . .	7
4. Jordanian Hashemite Fund for Human Development	11
5. Association nationale pour le progrès des personnes de couleur	14

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



1. Association cartographique internationale

(Statut consultatif spécial accordé en 1987)

1. Buts, objectifs et grandes orientations

Instance suprême de la cartographie et du Système d'information géographique (SIG) à l'échelon mondial, l'Association cartographique internationale (ACI) a pour vocation de promouvoir ces disciplines et ces activités dans un contexte international. La cartographie intervient à la fois dans la conception, la réalisation, la diffusion et l'étude des cartes. Une carte est une représentation schématique de la réalité géographique, illustrant des traits ou des caractéristiques déterminés; issue des efforts créatifs des cartographes, elle est destinée à être utilisée lorsque les relations spatiales revêtent une importance particulière. Le Système d'information géographique représente le pendant scientifique du traitement et de la gestion des informations spatiales, notamment les technologies connexes, et répercute leurs incidences commerciales, sociales et environnementales. Le traitement et la gestion des informations comprennent l'analyse et la conversion des données, la gestion des données et la visualisation de l'information.

L'organisation a pour vocation :

- De sensibiliser le public à l'ampleur des problèmes qui se posent au plan mondial et de favoriser leur règlement par le biais de l'utilisation de la cartographie et du Système d'information géographique au cours des processus de prises de décisions;
- De promouvoir la diffusion à l'échelon international des informations environnementales, économiques, sociales et spatiales par le biais de la cartographie;
- D'offrir un lieu de rencontre international sur le rôle et l'état présent de la cartographie et du Système d'information géographique;
- De faciliter le transfert des nouvelles technologies et connaissances en matière de cartographie et de systèmes d'information géographique entre nations, notamment vers les pays en développement;
- De mener à bien ou d'encourager les travaux de recherche multinationaux se rapportant à la cartographie ou au Système d'information géographique afin de résoudre les problèmes relatifs aux sciences et aux sciences appliquées;
- De favoriser la diffusion des connaissances relatives à la cartographie et au Système d'information géographique au sens le plus large du terme par le biais de publications, de séminaires et de conférences;
- De développer l'utilisation de normes professionnelles et techniques en matière de cartographie et de système d'information géographique.

L'Association coopère avec des organismes publics et des entités commerciales à l'échelon national et international ainsi qu'avec d'autres sociétés scientifiques internationales en vue de réaliser ces objectifs.

L'acquisition de la qualité de membre est strictement réservée aux pays et il y a à l'heure actuelle 84 membres.

La catégorie de membre affilié permet aux organisations scientifiques ou aux entités commerciales d'un pays qui sont intéressées par les activités cartographiques et les informations géographiques, ou qui y participent activement, de s'y associer. L'Association cartographique internationale se compose à l'heure actuelle de 20 membres affiliés.

2. Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux grandes conférences et autres réunions des Nations Unies

L'organisation a participé en tant qu'observateur aux Conférences cartographiques régionales des Nations Unies. Au cours de cette période, elle a fourni des documents de travail ou des contributions demandées à l'occasion de :

- La troisième réunion du Comité de l'information pour le développement (CODI III), consacrée au thème information et gouvernance, qui s'est tenue à Addis-Abeba (Éthiopie), du 10 au 17 mai 2003;
- La quatrième réunion du Comité de l'information pour le développement (CODI IV), consacrée au thème de l'information en tant que ressource économique, qui s'est tenue à Addis-Abeba (Éthiopie), du 23 au 28 avril 2005;
- La cinquième réunion du Comité de l'information pour le développement (CODI V), consacrée au thème de l'emploi et l'économie du savoir en Afrique;
- La huitième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour les Amériques, qui s'est tenue au Siège de l'Organisation, à New York, du 27 juin au 1^{er} juillet 2005. Au cours de cette conférence, M^{me} Carmen Reyes Guerrero, Directrice générale du Centro de Investigación en Geografía y Geomática « Ing. Jorge L. Tamayo » (Centre Ing. Jorge L. Tamayo de recherche en géographie et en géomatique) de Mexico, et M. Menno-Jan Kraak, Président du « Department of Geoinformation Processing of the International Institute for Geo-information Science and Earth Observation (ITC) » (Département de géo-informatique, de cartographie et de visualisation, Institut international pour les levés aérospatiaux et sciences de la terre) d'Enschede (Pays-Bas), ont fait des exposés au nom de l'Association;
- La seizième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, Rapport de la Conférence, qui s'est tenue à Okinawa (Japon), du 14 au 18 juillet 2003;
- La dix-septième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, Rapport de la Conférence, qui s'est tenue à Bangkok (Thaïlande), du 18 au 22 septembre 2006.

L'Association a participé en tant qu'observateur aux réunions du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques (GENUNG). Au cours de cette période, elle a participé à :

- La vingt-deuxième session du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques (GENUNG), qui s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 20 au 29 avril 2004;

- La vingt-troisième session du Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques (GENUNG), qui s'est tenue à Vienne (Autriche), du 28 mars au 4 avril 2006.

3. Coopération avec les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et au Siège

UNICEF : l'Association est restée en contact avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), en particulier par le biais du prix Barbara Petchenik Children Map Award, un concours international ouvert aux enfants. Ce concours est organisé tous les deux ans et permet aux enfants d'y présenter des dessins représentant des cartes. Les dessins sélectionnés sont exposés au cours des conférences cartographiques internationales organisées par l'Association cartographique internationale; entre 5 et 15 participants se voient décerner un prix. Les dessins primés sont présentés au Comité artistique international de l'UNICEF aux fins d'une incorporation éventuelle à la collection de cartes de vœux UNICEF.

Groupe de travail des Nations Unies sur l'information géographique : l'Association est restée en contact avec le Groupe de travail des Nations Unies sur l'information géographique depuis sa création et a participé à un bon nombre de ses réunions au cours de la période considérée.

Bureau des affaires spatiales : l'Association a signé un mémorandum d'accord avec le Bureau des affaires spatiales à Vienne, le 3 mars 2004. Dans le cadre de cette nouvelle coopération, M^{me} Graciela Metternicht, Présidente de la Commission sur la cartographie à partir d'images satellites a participé à des ateliers organisés par le Bureau des affaires spatiales à Lusaka (Zambie), du 26 au 30 juin 2006.

2. Chambre internationale de la marine marchande

(Statut consultatif spécial accordé en 1971)

Première partie Introduction

La Chambre internationale de la marine marchande (CIMM) est la principale association professionnelle internationale de l'industrie des transports maritimes; elle rassemble les associations nationales d'armateurs de 36 pays et représente 70 % de la flotte marchande mondiale (englobant l'ensemble des secteurs et des échanges). La Chambre internationale de la marine marchande s'occupe de la réglementation ainsi que des aspects opérationnels et juridiques de ce secteur, et est dotée du statut consultatif auprès d'un certain nombre d'organes intergouvernementaux qui ont une influence sur le secteur de la marine marchande, et tout particulièrement l'Organisation maritime internationale (OMI).

Deuxième partie

Contribution aux travaux de l'ONU

i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et/ou aux grandes conférences et autres réunions des Nations Unies

La Chambre internationale de la marine marchande a participé aux sessions suivantes des comités qui relèvent de l'Organisation maritime internationale. Ces sessions se sont tenues au Siège de l'OMI à Londres (sauf indication contraire) aux dates suivantes :

- Comité de la sécurité maritime (CSM) : MSC 77 (28 mai-6 juin 2003), MSC 78 (12-21 mai 2004), MSC 79 (1^{er}-10 décembre 2004), MSC 80 (11-20 mai 2005), MSC 81 (10-19 mai 2006), MSC 82 [29 novembre-8 décembre 2006, Istanbul (Turquie)];
- Comité de la protection du milieu marin (CPMM) : MEPC 49 (14-18 juillet 2003), MEPC 50 (1^{er}-4 décembre 2003), MEPC 51 (29 mars-2 avril 2004), MEPC 52 (11-15 octobre 2004), MEPC 53 (18-22 juillet 2005), MEPC 54 (20-24 mars 2006);
- Comité juridique : LEG 86 (28 avril-2 mai 2003), LEG 87 (13-17 octobre 2003), LEG 88 (19-23 avril 2004), LEG 89 (25-29 octobre 2004), LEG 90 (18-29 avril 2005), LEG 91 (24-28 avril 2006), LEG 92 [16-20 octobre 2006, Paris (France)];
- Comité de facilitation : FAL 30 (27-31 janvier 2003), FAL 31 (19-23 juillet 2004), FAL 32 (4-8 juillet 2005), FAL 33 (3-7 juillet 2006);
- Comité de la coopération technique : TC 53 (11-12 juin 2003), TC 54 (15-17 juin 2004), TC 55 (14-16 juin 2005), TC 56 (13-15 juin 2006).

L'organisation a également participé à toutes les réunions de l'Assemblée de l'OMI (A23, 25 novembre-5 décembre 2003; et A24, 21 novembre-2 décembre 2005), ainsi qu'à celles du Conseil (C94, 16-20 juin 2003; C95, 21-25 juin 2004; C96, 20-24 juin 2005; C97, 19-23 juin 2006) et a pris une part active à toutes les réunions des sous-comités techniques de l'OMI.

L'organisation a également pris une part active à toutes les réunions pertinentes des groupes de travail (questions techniques) et des groupe de travail par correspondance de l'OMI, tels que le Groupe de travail conjoint OMI/OIT (Organisation internationale du Travail)/Convention de Bâle sur la mise au rebut des navires [15-17 février 2005, Londres (Royaume-Uni); et 12-14 décembre 2005, Genève (Suisse)] et le Groupe de travail interindustries se consacrant au thème « Fires and Explosions in Chemical and Small Product Tankers » (Incendies et explosions à bord de pétroliers transportant des produits chimiques) (établi en 2005).

Par le biais de son organisation sœur, la Fédération internationale des armateurs, l'organisation a également participé aux travaux de l'Organisation internationale du Travail (OIT). En tant que partenaire de l'OIT, l'organisation a favorisé l'échange des points de vue des employeurs des transports maritimes au cours de discussions tripartites menées avec l'OIT, et a été étroitement associée aux négociations se rapportant à la Convention sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée) (C185) de 2003 et à la Convention générale sur le travail en mer de l'OIT

de 2006, et a participé aux Conférences internationales du travail de l'OIT qui se sont tenues à Genève, du 3 au 19 juin 2003 et du 7 au 23 février 2006, au cours desquelles la Convention C185 de l'OIT et la Convention générale sur le travail ont été respectivement adoptées.

L'organisation a également été étroitement associée aux négociations portant sur un nouvel instrument juridique se rapportant au régime de responsabilité civile régissant le transport combiné, sous l'égide de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et a participé aux réunions semestrielles du Groupe de travail de la CNUDCI [en avril, à New York (États-Unis); et en novembre, à Vienne (Autriche)].

ii) Coopération avec les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et au Siège

L'organisation a favorisé la mise en œuvre de la Convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires de l'OMI (9-13 février 2004) ainsi que de la Convention générale sur le travail en mer de l'OIT (28 février 2006), par le biais de l'élaboration d'orientations sectorielles.

L'organisation est représentée au Conseil des Gouverneurs de l'Université maritime mondiale de l'OMI et assure le financement d'une bourse depuis 2003.

Célébration de la Journée maritime mondiale de l'OMI (29 septembre 2005 et 28 septembre 2006) : l'organisation a participé à la réalisation de dépliants spéciaux faisant ressortir les thèmes retenus à l'occasion de chaque célébration annuelle (commerce mondial en 2005 et coopération technique en 2006) et les a distribués aux responsables de l'action gouvernementale à l'échelon mondial. L'organisation a également pris part à une manifestation du secteur marquant la Journée maritime mondiale à Londres, le 29 septembre 2006.

iii) Activités en faveur des objectifs de développement acceptés au plan mondial, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement, qui sont le fondement du programme mondial pour le XXI^e siècle

**Objectif 1
Éliminer l'extrême pauvreté et la faim**

En 2004, l'organisation a organisé la création du site Web Shipping Facts (www.shippingfacts.com) qui donne des informations précises sur l'importance économique des transports maritimes et le rôle qu'ils jouent dans l'amélioration du niveau de vie; ce site s'adresse aux conseillers pour les politiques, aux spécialistes politiques ou aux journalistes de la grande presse.

L'organisation est foncièrement attachée au principe du libre-échange et continue à favoriser l'avancement des négociations du Cycle de Doha (OMC). L'organisation a réalisé une brochure spéciale, destinée à coïncider avec la tenue de la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, qui s'est tenue à Hong Kong, Région administrative spéciale de Chine, du 13 au 18 décembre 2005, qui a fait ressortir l'importance que pourrait revêtir une libéralisation des services maritimes pour l'économie mondiale; cette brochure a été envoyée aux négociateurs chargés du commerce de l'OMC.

Objectif 7**Assurer un environnement durable**

La CIMM a continué de promouvoir la mise en œuvre de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires, en particulier par la mise en place de pratiques exemplaires et de directives sectorielles sur le respect des normes environnementales, telles qu'illustrées par le dépliant de l'organisation sur les séparateurs d'eau et d'hydrocarbures

iv) Activités en faveur des principes mondialement reconnus

Par le biais de ses multiples publications, l'Organisation continue d'appuyer la mise en œuvre des conventions de l'OMI (énumérées dans www.marisec.org/pubs), et s'emploie à garantir des normes de référence.

Le DVD réalisé en 2006 par l'Organisation, intitulé *International Shipping: Life Blood of World Trade* (Transports maritimes internationaux : poumon des échanges internationaux), souligne l'importance du cadre réglementaire international pour ce qui est des transports maritimes; ce DVD peut servir d'instrument de référence pour les associations nationales d'armateurs au cours de leurs discussions avec les responsables de l'élaboration des politiques à l'échelon mondial.

3. Fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des territoires

(Spécial; 1947)

La Fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des territoires (FIHUAT) a été fondée en 1913. Elle compte parmi ses membres des individus et des organisations dans une soixantaine de pays. Il s'agit d'un réseau mondial de cadres spécialisés dans différents secteurs du logement et de la planification. Elle organise des activités et facilite les échanges internationaux de connaissances et d'expériences dans le domaine professionnel. Elle cherche à améliorer la situation du logement et de la planification grâce à la formation et la création de réseaux. Elle souhaite apporter sa contribution à l'évolution constante de la profession et à l'élaboration de solutions à des problèmes concrets. Elle accorde une grande priorité aux dernières tendances et au renouvellement des politiques. Elle lance des débats opportuns entre spécialistes, politiciens et groupes d'intérêt, à la veille d'une prise de décision visant à régler un problème, par exemple. Elle cherche à optimiser l'effet de la formation grâce à une méthode consistant à comparer des problèmes identiques dans des contextes différents, d'un point de vue géographique, économique ou culturel, ce qui permet d'examiner une démarche ou un problème non réglé sous un angle tout à fait nouveau.

Publications de la FIHUAT (2003-2006)

Outre les rapports portant sur l'ensemble des activités de la Fédération, les documents suivants ont été publiés régulièrement durant la période 2003-2006 : la

IFHP Newsletter, sur une base trimestrielle et *Latest Developments in the Field of Housing and Planning and Membership List and Directory*, sur une base annuelle.

Relations officielles : avec le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Siège légal : le siège légal de la Fédération a été transféré en 2005 de Bruxelles à La Haye.

Activités en 2003

- Conférence internationale du 31 mai au 3 juin à Letchworth, Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), sur le thème d'une meilleure qualité de vie en milieu urbain et de la dimension verte
- Réunion du Groupe de travail sur les politiques des terrains urbains, les 5 et 6 juin à Tallin (Estonie), sur le thème du développement des terrains publics et privés dans la région baltique
- Réunion du Groupe de travail sur l'utilisation intensive et polyvalente des sols, du 4 au 6 juin, à Gdynia (Pologne), sur ce thème
- École d'été du 27 juillet au 9 août à Otaniemi, Helsinki, Porvoo et Jyväskylä (Finlande) sur le thème du patrimoine culturel dans la revitalisation des régions suburbaines et rurales
- École d'été en Allemagne, du 29 juin au 9 septembre, à Berlin (Allemagne), sur le thème de la transformation sociale dans les régions urbaines et d'un échange international entre les villes d'Astana, de Tachkent, de Téhéran et de Berlin
- École d'été en Italie, du 31 août au 13 septembre, à Sabaudia (Italie)
- Réunion du Groupe de travail sur le tourisme et le développement urbain, du 25 au 27 septembre, à Oporto (Portugal)
- Groupe de travail sur « Pour une ville de nouvelle mesure », les 19 et 20 septembre à Paris (France), axé sur les thèmes suivants : espace public, dimension temporelle, vie urbaine, financement et élaboration des politiques
- Quarante-septième Congrès mondial de la Fédération, du 5 au 8 octobre, à Vienne (Autriche), sur le thème des villes, des marchés et des changements sur le plan du développement urbain
- Onzième concours de la Fédération organisé à l'intention des étudiants, du 5 au 8 octobre, à Vienne (Autriche), sur le thème « aspects local et international de votre ville de l'avenir »
- Séminaire des 10 et 11 novembre à Brno (République tchèque) sur le thème de la politique nationale de développement urbain

Activités en 2004

- Réunion du groupe de travail sur l'utilisation intensive et polyvalente des sols, du 9 au 12 mai, à Portland, (Oregon) (États-Unis d'Amérique) sur le thème de l'utilisation polyvalente (mixte) du territoire et de l'évolution survenue à Portland
- Groupe de travail sur le thème « Pour une ville de nouvelle mesure », le 14 mai, à Paris; et les 5 et 6 novembre, à Bruxelles (Belgique)
- Conférence du 30 mai au 2 juin, à Vilnius, sur le thème des villes qui vont de l'avant : politiques, instruments et conditions
- École d'été du 1^{er} au 14 août, à Porvoo-Jyväskylä (Finlande) sur le thème de la revitalisation du patrimoine culturel
- École d'été du 29 août au 11 septembre, à Sabaudia (Italie)
- Quarante-huitième Congrès mondial de la Fédération, du 5 au 9 septembre, à Oslo (Norvège), sur le thème de la gouvernance urbaine en vue du changement urbain
- Quatorzième concours de cinéma et de vidéo de la Fédération, du 31 août au 4 septembre, à Oslo (Norvège), sur le thème des ombres et des lumières des villes
- Réunion du groupe de travail sur l'utilisation intensive et polyvalente des sols, le 7 septembre, à Oslo (Norvège)
- Groupe de travail sur les espaces publics urbains d'aujourd'hui, le 7 septembre, à Oslo (Norvège)
- Groupe de travail sur le tourisme et le développement urbain, du 10 au 13 octobre, à La Valette (Malte)
- Groupe de travail sur le logement et les établissements urbains, du 17 au 20 octobre à Riga (Lettonie)

Activités en 2005

- Groupe de travail sur « Les règles d'urbanisme », le 23 janvier à Paris (France), portant sur les aspects juridiques de la planification spatiale et matérielle
- Groupe de travail sur la politique des terrains urbains, du 24 au 27 avril, à Istanbul (Turquie). Séminaire consacré aux acteurs des secteurs public et privé dans les projets de développement urbain
- Conférence du 21 au 25 mai, à Portland (Oregon) (États-Unis), sur le thème de la ville « intentionnelle » et de l'application de valeurs et de choix locaux dans un contexte international
- École d'été, du 15 au 28 août, à Otaniemi-Helsinki-Porvoo-Jyväskylä (Finlande), sur les trois thèmes suivants : urbanisme nouveau, en fonction du paysage urbain existant, notamment pour Jyväskylä; rétablissement de l'identité de Säynätsalo et front de mer de Porvoo

- École d'été du 29 août au 11 septembre, à Sabaudia (Italie)
- École d'été du 1^{er} au 14 août, à Tianjin (Chine), sur le thème : renouveau urbain au XXI^e siècle, patrimoine, revitalisation et développement
- Groupe de travail sur le logement et les établissements urbains, du 11 au 14 septembre, à Tallin (Estonie). Séminaire sur les zones de gratte-ciel de l'après-guerre
- Groupe de travail sur l'utilisation intensive et polyvalente des sols, le 4 octobre, à Rome (Italie). Atelier sur l'examen à mi-parcours des laboratoires d'essai de La Haye : Stockholm, Mantoue et Huelva
- Quarante-neuvième Congrès mondial de la Fédération, du 2 au 5 octobre, à Rome, sur le thème suivant : avenir urbains, continuités et discontinuités
- Douzième concours international organisé pour les étudiants, du 28 septembre au 2 octobre, à Rome, sur le thème de la restructuration de l'espace urbain ou rural pour réaffirmer l'identité
- Groupe de travail sur le tourisme et le développement urbain, du 18 au 20 octobre, à Budapest (Hongrie). Séminaire sur la façon dont les nouveaux produits touristiques influencent les villes historiques

Activités in 2006

- Groupe de travail sur les politiques des terrains urbains, du 23 au 25 avril, à Cracovie (Pologne), sur le thème suivant : comment tirer des recettes des développements urbains
- Groupe de travail sur continuité et changement dans les villes, du 14 au 17 mai, à Oslo (Norvège), sur le thème suivant : trouver un équilibre entre préservation, développement et renouveau
- Conférence du 28 au 31 mai, à Macao (province de Chine), sur le thème de l'innovation dans l'habitat urbain
- Groupe de travail sur le logement et les établissements humains, du 10 au 13 juin, à Belfast et à Dublin (Irlande), sur les thèmes de la restructuration des logements à grande échelle de l'après-guerre et des problèmes du coût du logement
- École d'été du 7 au 19 août, à Otaniemi/Helsinki et Turku/Jyväskylä (Finlande) sur le thème de l'aménagement et de la planification urbains
- École d'été du 28 août au 9 septembre, à Sabaudia (Italie) sur le thème de l'espace public et de l'esthétique de la ville
- Quarante-neuvième congrès mondial de la Fédération du 10 au 14 septembre, à Genève (Suisse), sur le thème : vie urbaine, frontières et transformations
- Groupe de travail sur le tourisme et le développement urbain, du 30 septembre au 3 octobre, à Göteborg (Suède), sur le thème : intégration des politiques en vue du tourisme et du développement durable dans les villes historiques.

4. Jordanian Hashemite Fund for Human Development

(Spécial; 1995)

Première partie

Introduction

Le Jordanian Hashemite Fund for Human Development, créé en 1977, vise à améliorer la situation des pauvres et des exclus en Jordanie en préconisant un développement humain durable axé sur les droits.

Le Fonds dispose de cinq modes d'action pour promouvoir le développement humain durable. Il sert de catalyseur pour aider les communautés à collaborer et à jouer un rôle de premier plan dans le développement local; il assure une formation, des recherches et des services conseils pour renforcer les capacités individuelles et institutionnelles; il met en œuvre des projets qui visent à aborder des problèmes précis et à permettre aux individus d'accroître le bien-être des membres de toutes les composantes de la société; il noue des alliances et préconise des politiques équitables n'excluant personne; il mobilise des ressources de la part d'individus et d'organisations afin de fournir un filet de protection aux plus vulnérables.

Le Fonds est actif dans tout le pays, grâce à un réseau de 50 centres de développement communautaire. Il aide les individus à accroître leurs moyens de subsistance et veille à ce que chacun ait accès aux avantages qui permettent d'avoir une vie saine et bien remplie.

Ses principaux objectifs sont d'améliorer la situation des Jordaniens mais il a élargi son champ d'action à l'échelon régional et assure une formation, des recherches et des services conseils dans la région arabe (Arabie saoudite, Bahreïn, Iraq d'avant 2004, Liban, Qatar, République arabe syrienne et Soudan). Il a en outre des activités qui attirent des participants du monde entier. Il a notamment organisé quatre ateliers régionaux en 2003 et en 2006 sur les droits de la procréation, auxquels ont participé une centaine de représentants de 15 pays arabes. Ses membres participent à des ateliers et à des conférences régionaux, renforçant ainsi la capacité de cette région à se développer et à poursuivre une démarche régionale à un développement humain durable.

Deuxième partie

Contribution à l'activité de l'Organisation des Nations Unies

1. Participation aux travaux du Conseil économique et social et à d'autres réunions de l'ONU

Au Sommet mondial des jeunes dirigeants de l'ONU, qui s'est tenu du 29 au 31 octobre à New York, Danah Dajani, membre du Fonds, a représenté les jeunes au Siège de l'ONU avec un discours et une présentation visuelle sur la région.

Copenhague +10 : à la quarante-troisième session de la Commission du développement social des Nations Unies, qui s'est tenue du 9 au 18 février 2005, à

New York (États-Unis), Huda Hakki, membre du Fonds, a participé aux séances en tant que membre de la délégation jordanienne officielle

2. Coopération avec les organes ou les institutions spécialisées des Nations Unies au Siège ou sur le terrain

Projet en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population pour promouvoir la santé procréative et la planification familiale (2003-2005)

- i) Projet en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en tant qu'agent de réalisation pour produire le rapport national sur le développement humain de la Jordanie (2001-2004)
- ii) Projet en collaboration avec le Bureau international du Travail pour aborder les questions de travail des enfants (2006-2008)
- iii) Projets en collaboration avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et la Commission de la femme en vue d'intégrer l'égalité des sexes au niveau du Département des terrains et de la topographie (2002-2005)
- iv) Activités conjointes avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en appui à l'Alliance internationale contre la faim (2006-2007)
- v) Projet en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en vue d'appuyer le patrimoine culturel oral immatériel du peuple bedu (2006-2007)
- vi) Projet en collaboration avec le FNUAP pour plaider en faveur de la santé reproductive, de l'égalité des sexes et pour lutter contre la violence sexiste (2004-2007)
- vii) Projet en collaboration avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) visant à renforcer les capacités et appuyer les activités communautaires en Syrie (2006)
- viii) Projet en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour renforcer les soins parentaux au niveau local (2003 à aujourd'hui)
- ix) Projet en collaboration avec l'UNICEF pour élargir la participation des adolescents à la vie scolaire (2006-2007)
- x) Projet en collaboration avec UNIFEM pour accroître la sensibilisation au VIH/sida parmi les jeunes (2006-2007)
- xi) Projet en collaboration avec la FAO sur l'exploitation de jardins potagers individuels en 2005
- xii) Projet en collaboration avec l'UNRWA pour assurer une formation à l'égalité des sexes en 2006 en République arabe syrienne
- xiii) Projet en collaboration avec l'UNICEF pour établir des maisons de jeunes adaptées à leurs besoins en 2006

xiv) Projet en collaboration avec UNIFEM pour intégrer l'égalité des sexes dans les institutions publiques (Ministères du travail et des affaires étrangères) (2006-2007)

3. Initiatives contribuant aux objectifs du Millénaire pour le développement

La mise en œuvre du rapport national sur le développement humain pour 2004 a joué un rôle de premier plan pour accroître la sensibilisation à tous les aspects des objectifs et notamment pour renforcer l'appui aux Conventions relatives aux droits de l'homme en tant qu'approche du développement fondée sur le respect des droits.

L'organisation a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement dans l'ensemble de la Jordanie grâce à des activités portant sur tous les aspects d'un développement humain durable. On estime que 50 000 personnes bénéficient chaque année de ce programme, grâce à un réseau de 50 centres de développement communautaire et que 25 000 autres sont aidées par des projets et un filet de protection : le Fonds a ainsi contribué à réduire la pauvreté et la faim pour plus de 75 000 personnes par an.

4. Activités d'appui à des principes mondiaux

La publication du rapport national sur le développement humain de la Jordanie (27 juin 2004) avec le Fonds en tant qu'agent de réalisation a permis de publier également le document « Building Sustainable Livelihoods ». Quelque 400 principaux décideurs et personnes influentes, notamment des membres du Gouvernement jordanien, ont participé à l'événement, qui a eu lieu sous le patronage de S. A. S. la Princesse Basma bint Talal, Ambassadrice itinérante du PNUD, du FNUAP et d'UNIFEM. L'événement a été largement diffusé dans les médias (journaux, radio, télévision, etc.).

Le Fonds n'a guère participé aux travaux du Conseil économique et social et des organes subsidiaires ou aux réunions de l'Organisation des Nations Unies au cours de cette période car son mandat et sa mission sont d'encourager l'action sur le terrain pour aider les communautés pauvres et marginalisées. Il s'emploie à appliquer au niveau communautaire des projets dont ont bénéficié 50 000 personnes, grâce à un programme intégré visant à promouvoir l'autonomie sociale, économique, politique et culturelle. Mais il collabore avec un grand nombre d'organismes des Nations Unies en tant que partenaire de projets et apprécie cette coopération.

L'organisation pourrait mieux collaborer avec l'ONU si les organismes de cette dernière adoptaient explicitement une politique de participation active conjointement avec la société civile (et les gouvernements hôtes) dans toutes les phases de leurs activités, avec une obligation de consulter et de participer, et si l'objectif était de surveiller cette participation. Cet instrument comprendrait également des mécanismes de responsabilité et notamment un plus grand rôle pour la société civile locale en vue de fournir des informations en retour par des voies indépendantes.

5. Association nationale pour le progrès des personnes de couleur

(Spécial; 2003)

Introduction

Fondée en 1909, l'Association nationale pour le progrès des personnes de couleur est l'organisation la plus ancienne et la plus importante qui milite pour les droits civiques aux États-Unis d'Amérique. Les efforts de plaidoyer de l'Association, composée de 2 200 groupes comptant des membres dans le monde entier, se concentrent sur des domaines tels que l'éducation, la santé et l'autonomie économique, entre autres. L'organisation, qui a une longue histoire de lutte pour les droits fondamentaux et les droits civiques de tous les Américains, notamment d'origine africaine, a créé en 2005 un Département des affaires internationales, qui lui permet de se pencher davantage sur les questions internationales.

Contribution à l'activité de l'ONU : appui aux principes mondiaux

Depuis sa fondation, l'organisation a appuyé inlassablement dans le monde entier les droits civiques et fondamentaux reconnus sur le plan international et a participé à cet égard à de multiples projets entre 2003 et 2006.

L'Association s'emploie activement à mobiliser les Américains autour de législations qui font l'objet d'un débat au Congrès des États-Unis, pour bon nombre de questions internationales. Ces actions comprennent le fait de contacter des députés ou leurs assistants au cours de l'élaboration d'une législation, de faire une déposition au Congrès, ainsi que de créer et de distribuer du matériel appelant à l'action, des résumés et des mises à jour de certains problèmes, en vue de sensibiliser le public américain à différents problèmes et de le pousser à s'employer plus activement à obtenir des améliorations.

L'Association a appuyé en 2005 une action du Congrès qui a exhorté la Maison Blanche à débloquer 146 millions de dollars en prêts pour Haïti. Cette résolution a été avalisée à l'unanimité en 2002 par la délégation des États-Unis et autres membres de l'Organisation des États américains. Elle a notamment décidé d'appuyer une normalisation de la coopération économique entre le Gouvernement haïtien et les institutions financières internationales et a enjoint ces parties d'éliminer les obstacles techniques et financiers qui empêchaient cette normalisation.

L'Association a également persuadé le Congrès d'appuyer une loi de 2004 en vue de la croissance et de l'augmentation des possibilités pour l'Afrique (*Africa Growth and Opportunity Acceleration Act*). Cette législation a reconduit les dispositions qui accordaient jusqu'en septembre 2015 des avantages commerciaux à certains pays d'Afrique pour leurs importations, ainsi qu'une aide technique pour les aider à améliorer leurs économies. Il était important de reconduire ces dispositions pour aider l'industrie africaine à obtenir une place équitable sur le marché mondial, avant la suppression des quotas dans le monde en janvier 2005.

L'Association n'a ménagé aucun effort pour contribuer à faire passer une législation qui vise à accroître le financement du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Cette législation vise à débloquer 15 milliards de dollars en vue de lutter contre le VIH/sida dans le monde. Cet appui a été particulièrement important pour les régions qui ont un taux élevé d'infection au VIH/sida. Ces efforts ont porté leurs fruits, du fait de la promulgation de la loi le 27 mai 2003.

L'Association a également soutenu la législation visant à lever l'embargo commercial contre Cuba, qui va systématiquement à l'encontre du but recherché et qui a une incidence négative sur la vie des Cubains et des entreprises américaines. Elle s'emploie donc à soutenir un projet de loi destiné à la levée de l'embargo commercial.

Les efforts de l'Association portent également sur une autre législation, destinée à introduire la paix au Soudan (*Sudan Peace Act*). Promulguée le 21 octobre 2002, cette loi prévoit des crédits de 100 millions de dollars au cours des exercices 2003 à 2005, en vue d'aider le peuple soudanais à effectuer la transition vers la paix et de fournir une aide dans des domaines comme l'éducation et les soins de santé. L'Association a surveillé cette mise en œuvre, tout en contribuant à une législation en vue de mettre fin aux atrocités au Darfour.

L'Association a également participé à des projets concrets qui visent à promouvoir les droits de l'homme dans le monde. Elle a soutenu plusieurs projets visant à régler les questions auxquelles font face différentes régions d'Afrique.

L'Association s'intéresse également au conflit au Darfour depuis plus de 10 ans et s'emploie depuis 2003, aux côtés de groupes locaux, à défendre des politiques américaines qui cherchent à mettre fin à ces atrocités, notamment en transmettant des informations aux membres de l'Association et à d'autres individus. Elle a également participé à une campagne d'envoi de lettres au Président des États-Unis, aux membres du Congrès et aux Département d'État, réclamant une action pour trouver une solution au conflit du Darfour. Cette campagne, menée en 2005, a atteint son objectif, qui était de réunir 4 000 lettres environ, nombre significatif puisqu'il correspondait à celui des morts, à l'époque.

Plus récemment, l'Association a cherché à sensibiliser davantage le public américain, le Congrès et le Président au conflit au Darfour, en participant à une manifestation et à un défilé qui avaient été organisés à Washington le 30 avril 2006. Avec d'autres organisations de défense des droits civiques et des droits de l'homme, l'Association a cherché à influencer la décision du Président des États-Unis de demander au Secrétaire d'État adjoint Robert Zoellick de négocier un accord de paix entre le Gouvernement soudanais et les rebelles. L'Association a également aidé à encourager le Président des États-Unis à soutenir l'Union africaine pour l'envoi de soldats supplémentaires au Soudan. Elle continue de se pencher sur les problèmes de ce pays et collabore avec bon nombre d'organisations sur ce plan.

Toujours en 2006, l'Association s'est ralliée aux partenaires de la coalition internationale présidée par les États-Unis pour demander au Congrès et au Président de tenir une session conjointe du Congrès afin d'écouter l'appel de la Présidente nouvellement élue du Libéria, Ellen Johnson Sirleaf, à 100 millions de dollars en fonds supplémentaires d'urgence. L'Association a également fait des recherches et préparé des éléments de discussion s'agissant des besoins au Libéria. Le résultat a

été le déblocage de crédits de 64 millions de dollars en vue de satisfaire les besoins de ce pays.

En 2006, l'Association a travaillé avec l'acteur Isaiah Washington, dans le domaine des questions de santé, d'éducation et autres, en Sierra Leone. Au cours de cette initiative, M. Washington et des dirigeants de l'Association se sont rendus sur place, pour rencontrer des ministres, des membres des secteurs public et privé et des gens ordinaires et discuter de problèmes tels que le manque d'eau salubre, d'hôpitaux et d'écoles. Ces voyages ont été filmés pour servir ensuite à un documentaire qui a été montré ultérieurement à des membres du Congrès des États-Unis. L'objectif de ces réunions était d'accroître la sensibilisation à ces questions en Sierra Leone et de rallier un soutien autour de ces questions.

L'Association a en outre reconnu les besoins des habitants de la République démocratique du Congo. À cette fin, elle a participé à la création de Congo Global Action, un ensemble d'organisations humanitaires, écologiques, religieuses, de droits de l'homme, de droits civiques et d'organisations congolaises, qui ont cherché à soutenir une croissance positive pour les habitants de la République démocratique du Congo.

L'Association s'est également penchée sur les questions des droits de vote, des droits fondamentaux, économiques et sociaux des membres de la diaspora africaine. Au début de 2006, elle a commencé à travailler avec des responsables de la République bolivarienne du Venezuela et a été par la suite invitée à envoyer des observateurs au cours des élections présidentielles du 3 décembre 2006. Elle a dépêché une délégation du 28 novembre au 6 décembre 2006. Après les élections, elle a fait ses recommandations et a publié en février 2007 un rapport intitulé « An Observational Briefing of the 2006 Venezuelan Presidential Election ». Cela lui a permis de construire et de renforcer la relation avec le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela et la communauté afro-vénézuélienne.

En 2005-2006, les médias internationaux ont fait part de troubles civils dans les banlieues de France où vivent des minorités. Impressionné par le succès relatif du mouvement américain des droits civiques et de la contribution de l'Association à cet effort, le Conseil représentatif des associations noires (CRAN) s'est enquis en 2005 des stratégies de l'Association pour la mise en place d'une organisation fructueuse de défense des droits civiques et a recommandé des moyens de faire avancer les droits à la citoyenneté pleine et entière pour tous ceux qui vivent en France, quelles que soient leur race, appartenance ethnique ou religion. À cette fin, l'Association a rencontré des membres du CRAN à Paris les 28 et 29 avril 2006 pour discuter de l'histoire et de sa stratégie *Brown c. Board* en vue de démanteler la doctrine américaine de « séparés mais égaux ». Les discours ont été bien reçus et le CRAN a demandé que des membres de l'Association reviennent en 2007 pour fournir de nouveaux conseils.

Pour conclure, l'Association a une longue histoire de succès pour ce qui est d'aborder les questions de droits civiques et de droits de l'homme dans le monde entier. Elle est déterminée à poursuivre ces efforts fructueux.